

## **DEUXIEME PARTIE : SYNDICATS ET PARTIS OUVRIERS au service DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE**

Les leaders des bureaucraties ouvrières et ceux des minorités d'extrême-gauche s'accusent mutuellement de s'être conduits pendant la crise en « alliés objectifs » du pouvoir gaulliste. Les premiers soulignent la légitimité d'une direction que les seconds contestent : les chefs auraient trahi la mission qui leur aurait été confiée par la base. Mais nul ne met en doute la nécessité de canaliser le mouvement spontané des masses, de diriger cette volonté populaire qui, théoriquement, décide de tout, mais ne répond jamais aux vœux des uns et des autres ; le problème se réduirait-il à remplacer les mauvais bergers par de bons bergers ? On surestime le rôle des organisations syndicales en attribuant à l'influence de leurs chefs la défaite finale du mouvement et en imaginant que la vertu d'une direction « révolutionnaire » aurait suffi à redresser la situation et à créer un climat propice au socialisme. En réalité, le problème se présente en termes plus simples, si l'on admet que c'est l'attitude des travailleurs qui, finalement, a décidé de la nature et du sort du mouvement. Le mouvement de Mai ne dépendait pas uniquement de la politique des centrales syndicales et des partis ouvriers, mais également de l'action de millions de travailleurs qui, à ce moment, détenaient virtuellement tout le pouvoir. La C.G.T. ne pouvait exercer son autorité que forte de leur appui, et l'on peut dire qu'elle en a largement bénéficié. La force persuasive de l'appareil a suffi à contrebalancer l'influence diffuse du milieu étudiant et l'impatience d'une partie de la jeunesse ouvrière. Certes, on ne doit pas négliger le pouvoir que les syndicats, institutions légales, reçoivent directement de l'Etat et du patronat et qui leur permet d'exercer au besoin une sorte de dictature qui est à l'image de la démocratie bourgeoise. Mais, pendant la grève, ce pouvoir n'avait pas plus de poids que les autres pouvoirs légaux et c'est de la classe ouvrière que la C.G.T. a reçu l'autorité qui lui a permis de prendre l'initiative des pourparlers. Sans doute les accords de Grenelle sont-ils le fruit d'un marché de dupes. Mais pouvait-on attendre mieux d'un marchandage de cet ordre ? Ce n'est pas *après* avoir accepté de reconnaître la légitimité du gouvernement en discutant avec lui que les syndicats allaient combattre pour le renverser. Ce n'est pas *après* avoir accepté le principe d'un nouveau « Matignon » que la classe ouvrière pouvait donner un contenu révolutionnaire à sa grève. Si les travailleurs s'étaient, dès le départ, montrés résolument hostiles à toute discussion avec le gouvernement, les chefs syndicaux se seraient bien gardés de solliciter les bons offices des autorités officielles et patronales.

En fait, on a exagéré à dessein les incidents qui ont marqué le début du conflit. Le mouvement a été déclenché en dehors des syndicats, mais en aucun cas *contre* les syndicats. Si la C.G.T. a pu entamer les pourparlers, c'est que manifestement elle se sentait forte de l'appui des travailleurs et n'entendait pas céder à d'autres ta direction du mouvement. Dans ces conditions, le mot d'ordre de grève insurrectionnelle ou bien serait resté sans écho ou bien aurait livré à la répression une minorité radicale, de jeunes principalement ; il n'aurait changé ni l'état d'esprit des masses ni le rapport des forces en présence. Que la responsabilité de la C.G.T. dans cette situation soit écrasante ne modifie en rien le problème qui se posait en Mai. La condition du socialisme reste toujours la même : l'action autonome des masses qui seule peut rendre impossible toute nouvelle « trahison ». La grève, qui est devenue générale en dépit de la mauvaise grâce des leaders syndicaux, pouvait devenir insurrectionnelle sans les mots d'ordre de la C.G.T. ou malgré eux. Il n'en a pas été ainsi, mais l'attitude de la C.G.T. n'est pas seule en cause. Le sens du mouvement de Mai est en définitive celui de l'action des travailleurs. De même que la politique des centrales syndicales a été suivie par la majorité des syndiqués, de même la majorité des travailleurs a suivi la politique des organisations syndicales. En mettant en lumière certains aspects de cette politique, nous n'avons jamais perdu de vue l'appui

[www.plusloin.org](http://www.plusloin.org) -Conseils ouvriers et utopie socialiste- scannage et corrections Gaël C.

implicite qu'elle a reçu des travailleurs, syndiqués ou non syndiqués. Dans la mesure où la propagande des différentes sectes marxistes présente un intérêt, nous avons essayé de montrer comment elle sert finalement à renforcer la bureaucratie syndicale en persuadant les militants qui recherchent une voie indépendante de remplacer la mauvaise direction - toujours triomphante - et de rendre ainsi le syndicat à sa destination naturelle - toujours trahie... Depuis 1917, le mouvement ouvrier organisé court ainsi après son « bon » parti et son « bon » syndicat aiguillonné par les « vrais » révolutionnaires et les « vrais » marxistes. Quant aux masses, elles ont donné spontanément un sens différent à leur combat en menant leurs luttes, révolutionnaires ou réformistes, en dehors de tout appareil.

## **Le mouvement de Mai et les organisations ouvrières.**

En Mai, la grève, par son étendue et sa profondeur, a laissé loin en arrière l'exemple de 1936 ; en quelques jours, tout le corps économique et administratif du pays s'est trouvé paralysé et le gouvernement s'est vidé progressivement de tout pouvoir de décision effectif. Ce n'est plus seulement pour des revendications de salaire que les jeunes ont déclenché l'action, mais avec l'intention de transformer d'une manière irréversible « quelque chose » qu'ils n'ont pas su toujours nommer. En fait, le modèle de 1936 a servi aux syndicats pour ramener le conflit à ses dimensions légales, et les occupations d'usines, qui au départ s'étaient accompagnées d'actes de représailles contre le patronat, ont été vite réduites à un simple moyen de pression sur l'Etat, perdant tout caractère insurrectionnel. Plusieurs millions de travailleurs en grève se sont ainsi laissés déposséder de leurs pouvoirs par ceux qui, en 1936, avaient négocié la remise en marche de l'économie capitaliste avec les exploiters traditionnels de la classe ouvrière, le patronat et l'Etat. Ce ne sont pas les syndicats et les partis ouvriers qui ont été à l'origine de la lutte, mais ce sont eux qui ont manipulé le mouvement et préparé la capitulation. En qualifiant de provocateurs les partisans d'une grève générale insurrectionnelle, en s'abstenant de lancer un ordre de grève générale illimitée, ils visaient à émettre le mouvement pour pousser à la reprise du travail « partout où les travailleurs ont obtenu satisfaction »<sup>6</sup>, laissant ainsi les ouvriers encore en lutte à la merci de la répression. La grève n'a été rendue possible que par l'action directe des étudiants protestant, dans la rue et par la violence, contre la répression policière et la politique du gouvernement. C'est cette « aventure » et la lutte de ces « provocateurs » qui ont permis à la classe ouvrière de prendre l'avantage et de tenir un instant en échec le patronat et le gouvernement ; vingt années de lutte syndicale et de mascarade parlementaire n'avaient réussi qu'à la livrer désarmée au pouvoir gaulliste. L'exemple des étudiants et des jeunes travailleurs nous a montré comment sortir de l'impasse, mais il nous a également montré ceux qui s'efforçaient de nous y maintenir. Car dans leur combat, les étudiants et les jeunes travailleurs n'ont pas eu seulement à lutter contre l'Etat et sa police, mais contre les calomnies et les attaques du Parti communiste et de la C.G.T. Ce sont eux qui ont fourni les justifications idéologiques à l'action répressive du gouvernement qui leur empruntera leurs arguments et leur langage. Après la campagne contre les « fils de grands bourgeois » qui « servent les intérêts du pouvoir gaulliste et des autres réactionnaires »<sup>7</sup>, empêchant ainsi le « fonctionnement normal de la faculté »<sup>8</sup>, viendra l'appel à la répression pure et simple : « Il (de Gaulle) a omis de désigner les véritables fauteurs de troubles et de provocations dont les agissements, y compris contre la reprise du travail, sont couverts par une singulière complaisance du pouvoir...<sup>9</sup> ». Inlassablement, le P.C.F. et la C.G.T. orchestreront la campagne de calomnie contre « des éléments troubles, excités ou irresponsables »<sup>10</sup>, contre les « provocateurs des groupes pseudo-révolutionnaires », non sans trahir leur inquiétude devant l'influence que « les aventuriers et les prétendus ultra-révolutionnaires » exercent sur la classe ouvrière. Quant à la C.F.D.T., elle ne reculera pas devant les mêmes amalgames dénonçant « les actions et les appels à la violence des organisations extrémistes ou fascistes »<sup>11</sup>. En fait, c'est l'ensemble des organisations ouvrières qui a négocié avec le gouvernement et le patronat la reprise du travail sur la base d'avantages dérisoires ; c'est l'ensemble des syndicats et des partis ouvriers qui, à la suite du refus des grévistes de reprendre le travail, s'est prononcé pour un gouvernement populaire destiné à assurer la succession de de Gaulle « dans le cadre de la légalité républicaine »<sup>12</sup>, autrement dit des institutions bourgeoises.

A la porte des usines, ce sont leurs délégués qui ont pris la place de la police patronale pour empêcher les étudiants de fraterniser avec les travailleurs en grève ; à Billancourt, ils ont refusé l'accès de l'usine à une délégation des grévistes de Flins venus demander l'aide de leurs camarades de travail pour résister aux C.R.S. ; à Lyon, ce sont ces mêmes délégués qui ont

livré à la police des étudiants parisiens désireux de manifester aux côtés des travailleurs ; ce sont eux qui ont mobilisé les grévistes sur le lieu de travail afin d'assurer la surveillance de la propriété capitaliste, l'entretien et l'intégrité des moyens de production. Ils ont entouré les instruments de travail et les bagnes industriels d'un véritable culte, bien que ceux-ci constituent le point le plus vulnérable du capitalisme moderne et qu'ils aient été conçus et perfectionnés en vue de rationaliser l'exploitation des ouvriers et de réduire leurs possibilités de prise de conscience. Comme ne manquera pas de le souligner le P.C.F. à l'adresse de sa clientèle bourgeoise : « Ils (les travailleurs) ont veillé à l'entretien des machines dans les usines et sur les chantiers. Ils se sont affirmés comme des éléments fondamentaux de la discipline populaire consciente et raisonnée »<sup>13</sup>.

En concentrant ses attaques sur le « gauchisme » des étudiants, la C.G.T. a mis en lumière le sens de sa politique pendant la crise et la nature de ses rapports avec le mouvement. Le danger, à ses yeux, ne résidait pas dans une prise de conscience révolutionnaire des masses qu'elle savait impossible dans l'immédiat ; elle a très vite mesuré la valeur de son encadrement et la nature réelle des revendications ouvrières même si, dans sa hâte, elle a pu se tromper sur l'étendue des concessions à faire pour satisfaire les salariés. Elle redoutait avant toute chose que le mouvement étudiant, fort de son prestige, ne serve de direction de rechange à la classe ouvrière et n'entraîne les masses dans un mouvement qu'elle ne pourrait plus contrôler ; une élite nouvelle prenant la tête d'une masse de manœuvre qu'elle ne craignait pas en elle-même mais qui pouvait devenir dangereuse dans les mains des agitateurs étudiants extrémistes, voilà l'image que la C.G.T. et le P.C.F. se sont faite du mouvement, et c'est pourquoi tout leur effort tendra non à critiquer le mouvement lui-même, mais à séparer les travailleurs des étudiants et à souligner la nécessité et la légitimité de leur encadrement. Pour que le mouvement reste « bien dans les mains de la classe ouvrière », il fallait s'opposer à « toutes les tentatives d'immixtion extérieure dans la conduite des luttes ouvrières »<sup>14</sup>, empêcher les étudiants de « monopoliser la direction du mouvement pour le fourvoyer dans une aventure »<sup>15</sup>, en un mot, mettre un terme à la « propension outrecuidante des tenants de l'anarchie à se substituer à ces dirigeants (de la classe ouvrière) pour conduire le mouvement »<sup>16</sup>. Cette insistance montre bien quelle a été la nature de l'inquiétude de la C.G.T. et du P.C.F. pendant la « Révolution de Mai ». Ils ne craignaient pas d'être débordés par un mouvement révolutionnaire issu des grandes masses ouvrières ; ils craignaient de perdre la direction du mouvement au profit des leaders étudiants secondés par une minorité de la jeunesse ouvrière. C'est essentiellement dans cette perspective que le P.C.F. (et la C.G.T.) « est apparu comme un parti d'ordre et de sagesse »<sup>17</sup>. Son principal rôle actif a été d'isoler la classe ouvrière des étudiants. Ce but atteint, il a pu manipuler avec une relative facilité un mouvement qui, déclenché par les étudiants, semblait attendre de ceux-ci la force nécessaire pour aller au-delà des objectifs traditionnels. La jonction espérée n'ayant pu avoir lieu, le mouvement ouvrier est retombé, presque sans transition, dans l'ornière des revendications réformistes.

## **Le mouvement communiste international, les luttes ouvrières et la guerre du Vietnam.**

En s'érigeant en gardiens de l'ordre établi, syndicats et partis ouvriers comblaient les vœux de la bureaucratie moscovite que l'anti-américanisme de de Gaulle satisfait pleinement. Car si la *Pravda* n'a pas eu assez d'insultes pour dénoncer les « aventuristes de gauche »<sup>18</sup>, étudiants et jeunes travailleurs coupables de résister dans la rue aux mercenaires de l'Etat capitaliste, elle s'est montrée d'une singulière modération dans ses attaques contre un régime dont la sympathie pour la Russie et les pays de l'Est n'est un secret pour personne. A cette prise de position répond celle du Parti communiste français (et de la C.G.T.) dont on ne peut comprendre le rôle sans comprendre la nature du mouvement communiste international. Partout dans le monde, les partis politiques inféodés à Moscou s'appêtent à prendre la relève de la bourgeoisie nationale ou à substituer leur propre appareil étatique aux structures coloniales moribondes ; dans la mesure, évidemment, où cette exigence ne contrecarre pas les desseins de la diplomatie russe. Cette passation de pouvoir, ils entendent l'accomplir soit par le moyen d'une action de type militaire ou policier (comme à Prague en 1948), soit par des voies légales, mais en aucun cas par une insurrection ouvrière dont le contrôle risquerait de leur échapper. En France, où l'appareil syndical et politique du P.C. fait partie de l'opposition légale, le problème est simple : « Dix ans d'autoritarisme ont rendu urgente la participation de tous les Français à leurs propres affaires. Par le vote. Par l'extension des libertés syndicales dans l'entreprise »<sup>19</sup>. Dans tous les cas, le parti et le syndicat disposent du monopole de la direction de la classe ouvrière ; ce sont leurs « militants » qui, au pouvoir ou dans l'opposition, « conduisent la lutte des travailleurs »<sup>20</sup> et s'opposent, de la manière que l'on sait, à « toutes les tentatives d'immixtion extérieure dans la conduite des luttes ouvrières »<sup>21</sup> par les « états-majors »<sup>22</sup> du syndicat ou du parti. Tel est le credo intangible sur lequel nul syndicat et nul parti d'obédience communiste ne saurait transiger.

La stratégie de toutes les organisations politiques reflète la division du monde en deux blocs impérialistes rivaux. De même que la politique et l'économie du monde « libre » dépendent plus ou moins directement de l'impérialisme américain - ce qui n'empêche pas les velléités d'indépendance de tel ou tel pays - de même, l'économie des pays « socialistes » et les appareils politiques qui se réclament d'un type de société similaire dépendent économiquement et spirituellement de la bureaucratie d'Etat russe - ce qui n'empêche pas les exigences nationales de se faire jour. Mais qu'il s'agisse de l'un ou l'autre bloc, seules les *formes* de l'exploitation diffèrent, la structure fondamentale de la société civile et ses rapports avec le pouvoir politique sont identiques : division entre la masse d'exécutants et une poignée de dirigeants investis d'un pouvoir discrétionnaire de décision et possédant le monopole de la richesse sociale ; maintien de l'ordre établi à l'aide d'un appareil - administratif, policier et militaire - dont l'autorité est instituée par le code juridique en vigueur : à la légalité républicaine répond la légalité « socialiste » et, au nom de l'une comme de l'autre, toute révolte des exploités est écrasée sans la moindre miséricorde.

La guerre du Vietnam s'inscrit dans le cadre de cet affrontement permanent entre deux blocs impérialistes rivaux. L'héroïsme militaire des combattants vietcong et des Nord-Vietnamiens, qui est d'ailleurs loin d'être unique dans l'histoire, ne change pas la nature sociale du régime d'Ho Chi-minh ; au même titre que les sociétés d'exploitation traditionnelles, il s'appuie sur un Etat dont les appareils coercitifs, l'armée et la police, ont conservé leurs fonctions, bien qu'ils aient été rebaptisés selon les normes « socialistes » : ils sont toujours les instruments dont se servent les exploités pour s'assurer de la docilité et du travail des producteurs directs. Ceux-ci ne sont plus soumis à l'arbitraire des propriétaires fonciers et des patrons privés, mais à l'autorité indiscutable et à l'arbitraire de directeurs chargés de réaliser un plan de production établi par l'Etat en dehors de leur contrôle<sup>23</sup>.

## **Nationalisations et participation.**

Ainsi, à l'Ouest comme à l'Est, en Russie comme en Chine, en Chine comme aux Etats-Unis, à Cuba comme en Yougoslavie et au Vietnam du Nord comme en France, il est clair que les rapports immédiats entre les maîtres des conditions et des moyens de production et les producteurs directs, prolétaires et paysans, sont fondamentalement les mêmes et que l'oppression qui en résulte détermine toute la structure sociale et nécessite partout l'intervention de l'Etat et de ses organes de répression. En exigeant que le contrôle de l'Etat et de la bureaucratie « ouvrière » se substitue à la surveillance des patrons privés et du gouvernement bourgeois, le P.C.F. combat pour le maintien de ces rapports de domination et de servitude dont la disparition ne dépend pas d'un changement dans la forme du pouvoir politique, mais d'une transformation radicale des rapports de production. La nationalisation de Citroën que réclame le P.C.F. laisserait les ouvriers esclaves au même titre que ceux de l'usine nationalisée Renault, en lutte contre des conditions de travail insupportables ; en revanche, elle renforcerait la position des organisations syndicales qui aspirent à la gestion économique des entreprises dans le cadre d'une planification de l'économie, leur rôle consistant à servir d'intermédiaire entre l'Etat devenu maître des secteurs clés de l'économie et la classe ouvrière chargée d'exécuter les directives du plan sous leur surveillance. Telle est la racine de l'identité organique des centrales syndicales et le secret de leur insistance à réclamer, au nom de la classe ouvrière, « l'extension des libertés syndicales » et une gestion de l'économie destinée à leur assurer des « responsabilités effectives ». *L'Humanité-Dimanche*<sup>24</sup> souligne que « les profondes réformes de structure dont notre pays a besoin sont les nationalisations... des seuls secteurs de l'économie aux mains des grands capitalistes... Dix ans d'autoritarisme ont rendu urgente la participation de tous les Français à la gestion de leurs propres affaires. Par le vote. Par l'extension des libertés syndicales dans l'entreprise ». Pour accéder à la « démocratie économique et politique », la C.G.T. préconise « la nationalisation des secteurs clés de l'économie et une gestion comportant des responsabilités effectives pour la classe ouvrière et ses organisations syndicales »<sup>25</sup>. La C.F.D.T., dans un tract daté du 27 mai 1968, propose la même solution miracle : « Accroître le pouvoir syndical dans l'entreprise » et par la voix de Descamps réclame « l'obtention des libertés syndicales à l'intérieur de l'entreprise, seul moyen pour parvenir à l'autogestion »<sup>26</sup>. Quant à la C.F.T.C., elle ne pose pas le problème en d'autres termes : « Le sens du contrôle ouvrier prend toute sa valeur dans une économie de plan orientée vers les besoins et contrôlée par les organisations syndicales (...); nous voulons poursuivre la construction d'un appareil syndical puissant et contrôlé à tous les échelons »<sup>27</sup>. La majorité des travailleurs n'appartenant à aucune organisation syndicale, il n'est pas difficile de comprendre ce que signifient ces plans de gestion et de participation de la classe ouvrière par l'entremise de « ses » organisations syndicales : environ 80% des travailleurs continueront à participer, comme par le passé, à la marche de l'entreprise capitaliste sous la surveillance de patrons ou de directeurs « contrôlés » par la bureaucratie syndicale. Ce « pouvoir syndical » est destiné à s'insérer dans les structures capitalistes dominantes puisque même dans l'hypothèse d'une « nationalisation des secteurs clés de l'économie », ni l'esclavage salarial ni l'Etat ne disparaissent. Bien au contraire, les pouvoirs de l'Etat s'accroissent dans la mesure même où il doit prendre en charge une partie de l'économie nationale ; la condition des travailleurs reste inchangée, mais les problèmes nés de la concentration des moyens de production et de la disparition des patrons privés renforcent automatiquement le poids de la bureaucratie syndicale dans l'entreprise : elle s'est développée au rythme de la concentration industrielle et, de ce fait, son organisation est adaptée au fonctionnement de l'entreprise moderne. L'Etat a tout intérêt à lui confier une partie de la gestion de l'économie, son emprise sur les travailleurs étant, à elle seule, une garantie de stabilité sociale et d'efficacité dans le domaine du rendement. D'ores et déjà, cette association Etat-syndicat existe à l'état embryonnaire dans nombre d'entreprises, et le sort des travailleurs ne s'en est pas trouvé amélioré pour autant. Elle est le digne complément de l'association capital-travail rêvée par les participants au pouvoir gaulliste ; ils n'ont rien à craindre d'une extension des libertés syndicales dans l'entreprise qui apporte pour toute liberté nouvelle aux travailleurs celle d'obéir aux directives syndicales de leur choix. Les divergences politiques, les discussions et les querelles sur l'art et la manière de mettre au point

cet encadrement sans perdre du même coup la confiance des militants de base, ne modifient pas l'identité de but de toutes ces entreprises : assurer la rentabilité de l'exploitation capitaliste et la docilité des exploités. « La reconnaissance des droits syndicaux est acquise dans un certain nombre de pays, notamment aux Etats-Unis, où l'on a cessé depuis très longtemps de considérer que la faiblesse de la syndicalisation est une garantie contre les troubles sociaux »<sup>28</sup>. Il est regrettable que ce qui va de soi pour un journaliste bien-pensant soit encore matière à discussion dans les milieux de l'extrême-gauche militante.

## **L'économie politique du capital et la fonction des organisations ouvrières.**

On n'a pas manqué de découvrir, après coup, les causes économiques de la grève de Mai et de la révolte des étudiants et de s'appesantir sur la transformation structurale que le capitalisme français a subi depuis la prise du pouvoir par de Gaulle. Crise de croissance ou essoufflement du régime, tension due à un chômage chronique ou à une politique sociale particulièrement maladroite, toujours est-il que quelque chose s'est passé que nul n'a su prévoir et contrôler et qu'aucune analyse économique ne peut expliquer de manière exhaustive. Le malaise qui a déterminé les jeunes travailleurs à entrer dans la lutte n'est pas seulement dû au syndrome d'une crise économique que d'aucuns aperçoivent aujourd'hui ; il naît en permanence de la « prospérité » même et c'est à cet esclavage doré qu'une minorité de jeunes, étudiants et ouvriers, espérait mettre fin ; en revanche, c'est en invoquant les bienfaits de cette « prospérité » que la bourgeoisie et les organisations ouvrières se sont efforcées de discréditer un mouvement déclenché par une minorité traditionnellement privilégiée - les étudiants - et appuyé par un nombre non négligeable de techniciens. Ce qui est certain, c'est que le patronat et l'Etat devront désormais compter au nombre de leurs problèmes la possibilité d'une résistance massive de la classe ouvrière à leur politique économique : la prudence s'impose dans les rapports avec le monde du travail dès lors que la présence des syndicats n'est plus une garantie suffisante de la docilité des exploités.

Par le passé, les syndicats ont, dans une certaine mesure, réussi à organiser la résistance économique des travailleurs dans le cadre du système capitaliste. Leur but était de permettre aux travailleurs de se « trouver plus ou moins sur un pied d'égalité avec le capitaliste par un contrat pour la vente de leur travail » et d'empêcher que le « besoin momentané n'oblige le travailleur à se contenter d'un salaire inférieur à celui fixé *antérieurement* dans telle profession, par l'offre et la demande »<sup>29</sup>. Cette fonction les portait naturellement à remplir le rôle de régulateur des rapports entre le monde du travail et celui du capital ; fonction essentiellement réformiste qui, dans les conjonctures de crise sociale, les faisait apparaître comme les organes de conservation par excellence. Le développement du mode de production capitaliste accrut leur importance et leurs prérogatives et la légalisation des rapports entre le capital et le travail entraîna automatiquement leur propre institutionnalisation ; ils étaient voués à devenir les auxiliaires indispensables du capital dans ses rapports avec le mouvement ouvrier et leur survie se trouva dépendre de celle du système. Leurs possibilités de satisfaire les revendications des salariés étaient elles-mêmes limitées par les impératifs de l'expansion du capital national. Ainsi, la courbe des revendications et des conquêtes syndicales depuis la crise sociale de 1936 montre quels résultats ont été obtenus et la nature du trop fameux « embourgeoisement » de la classe ouvrière. Pratiquement, toutes les revendications présentées en Mai ont été en retrait par rapport à celles de 1936, et si le mouvement de recul a été momentanément freiné par la grève, il ne semble pas devoir s'arrêter pour autant. L'entrée de la France dans le Marché Commun, loin de signifier la fin de la concurrence entre capitalistes, a marqué une nouvelle étape dans leur affrontement. Si les sacrifices imposés à la classe ouvrière ont permis au capitalisme français de devenir compétitif et de surmonter en partie son caractère timoré et rétrograde, en revanche, les revendications de salaires risquent de remettre en cause le fragile édifice sur lequel repose cette prospérité ; d'où la nécessité pour le patronat de reprendre les avantages qu'il a dû concéder aux travailleurs ; d'où le caractère illusoire de tous les avantages acquis. Il ne s'agit pas de monter en épingle les pourcentages obtenus, comme la C.G.T. s'emploie à le faire, il convient avant tout de savoir ce que ces augmentations représentent face à la hausse du coût de la vie, à l'accélération des cadences de travail, à la politique des heures supplémentaires. Le conflit n'était pas terminé que déjà les travailleurs commençaient à payer les frais de la grève, tandis que la C.G.T. et le patronat les engageaient à « retrousser leurs manches » pour rattraper le temps perdu par leurs exploités. Car si dans le passé syndicats



et partis réformistes pouvaient obtenir sans trop de difficulté, par la lutte ou par la menace, des avantages sociaux appréciables, il n'en est plus de même aujourd'hui, les impératifs de la concurrence obligeant le capitalisme à une politique d'austérité dont le poids repose tout entier sur les classes ouvrières. Aussi ne peut-on parler à propos des patrons d'une volonté d'opposition systématique que l'intervention de l'Etat suffirait à briser, mais d'une tendance générale de l'économie française qui dépend impérativement du marché extérieur. Dans ces conditions, le réformisme traditionnel se trouve vidé de tout contenu positif, aucune amélioration partielle ne pouvant être durable qui ne débouche sur la transformation radicale des rapports sociaux de production. Les organisations ouvrières qui assuraient, au sein des entreprises, la défense des intérêts des travailleurs en vue d'améliorer leurs conditions d'existence dans le cadre du système capitaliste, subissent également une mutation ; elles deviennent soit de simples rouages de ce système, soit les agents d'une forme plus rationnelle de l'exploitation capitaliste où une technobureaucratie se substituerait aux patrons privés (c'est le cas de la C.G.T.). La politique de la C.G.T. n'est donc pas le fruit d'une trahison ou d'une erreur passagère, mais découle de la position que les syndicats occupent au sein de la production capitaliste. Une opposition démagogique lui permet de conserver la confiance d'une partie du prolétariat dont elle entend utiliser la révolte pour s'emparer, sous l'égide du P.C., de l'appareil d'Etat en vue d'achever, en accord avec la politique extérieure de l'impérialisme russe, l'étatisation des moyens de production. Dans tous les cas, et malgré leur rivalité, syndicats et partis « ouvriers » se retrouvent aux côtés de la bourgeoisie pour empêcher le prolétariat de faire irruption sur la scène politique et de prendre en main la défense de ses propres intérêts. Quant à la C.F.D.T., si elle se différencie de la C.G.T. par sa phraséologie gauchiste, sa politique de cogestion avec le patronat au moyen du pouvoir syndical dans l'entreprise vise elle aussi à soumettre les travailleurs aux directives des centrales syndicales ; elle aussi a été débordée et effrayée par le mouvement spontané des masses, elle aussi a participé au maquignonnage de Grenelle et dénoncé l'action des organisations « extrémistes ». Il n'en est pas moins vrai que son radicalisme verbal peut lui permettre une fructueuse opération de recrutement et dégonfler à son profit le mythe de la C.G.T. révolutionnaire.

## Le mouvement syndical et la masse inorganisée.

La situation actuelle a mis en lumière deux faits d'une égale importance : d'une part, elle a permis de mesurer l'étendue de la puissance que le développement de l'industrie moderne a concentré entre les mains du prolétariat ; producteur de toutes les richesses, il peut paralyser la société en cessant de travailler, et cette forme de contestation passive, sans être suffisante pour abattre l'Etat capitaliste, peut mettre en danger le fonctionnement de l'économie capitaliste. D'autre part, elle a révélé la puissance des organisations syndicales et des partis ouvriers qui sont seuls en mesure de préserver l'ordre bourgeois en détournant la classe ouvrière des solutions révolutionnaires et en l'incitant à reprendre le travail. Ce sont eux qui, pendant la grève, ont exercé le pouvoir des patrons, de l'Etat et de la police et assuré la permanence de la légalité bourgeoise, et sans eux, ni chars ni matraques n'auraient pu mettre fin à la paralysie économique de la société ; selon les paroles de Séguy, « l'opinion publique, bouleversée par les troubles et la violence, angoissée par l'absence complète d'autorité de l'Etat, a vu en la C.G.T. la grande force tranquille qui est venue rétablir l'ordre au service des travailleurs »<sup>30</sup>. C'est un fait que la C.G.T. s'est substituée à l'autorité étatique défailante pour rétablir l'ordre social, obéissant aveuglément, comme tout appareil bourgeois, à la logique de sa fonction et non aux vœux d'une poignée de militants honnêtes. Aucune intervention de la base, aucune équipe dirigeante nouvelle ne pouvait modifier son rôle historique d'intermédiaire entre le capital et le travail et renverser une évolution que la pression du milieu capitaliste et des traditions réformistes rendent irrésistible, sans détruire du même coup toutes les institutions issues de cette adaptation. Les militants qui appellent les travailleurs à se joindre à leur syndicat sous prétexte que la base ouvrière reste saine en dépit d'un sommet bureaucraté livrent en fait ces travailleurs à la politique de leurs appareils. Ils oublient d'expliquer pourquoi sur cette base saine s'est élevé un appareil corrompu, et en vertu de quoi cette base peut espérer redresser la direction et empêcher à l'avenir de nouvelles « trahisons » ; ils oublient d'analyser la nature de cette base et de ses rapports avec les chefs et avec l'ensemble de la classe ouvrière, et de montrer que le fonctionnement normal de ces appareils implique la sujétion de la base à un sommet hiérarchisé. La démocratie qui règne dans ces organisations est à l'image de la démocratie bourgeoise ; les chefs sont censés exécuter la volonté de leurs mandants, mais leur situation privilégiée les met en mesure d'imposer leurs décisions à la majorité des adhérents.

« Nous ne soupçonnions pas l'importance des inorganisés » devait reconnaître un syndicaliste au début de la grève<sup>31</sup>. Pourtant, en 1936 comme en mai 1968, ce sont les inorganisés qui ont pris l'initiative du mouvement de contestation sociale. Leur intervention a contribué à la radicalisation des grèves, les éléments organisés, fidèles aux directives de leurs appareils, jouant le rôle de temporisateurs ou de poids mort et usant de leur influence pour s'emparer de la direction du mouvement et le briser. C'est que *les syndicats ne représentent qu'une minorité de la classe ouvrière* (env. 20% ) et ne rassemblent pas automatiquement ses éléments les plus sains et les plus combatifs. Une poignée de militants, souvent dévoués à leur tâche, contrôlent la masse prudente des cotisants attirés surtout par les possibilités de défense *légitime* offertes par les syndicats ; ils sont rassurés par la discipline, le nombre, et la présence d'un appareil puissant les dispense de toute participation directe à la lutte. Tout mouvement qui tend à dépasser certaines limites légales procède forcément à leurs yeux d'une mentalité aventuriste. C'est de cette masse que les chefs tiennent leur pouvoir ; le phénomène n'est pas différent dans le cadre des partis politiques. Cette séparation entre un corps de militants spécialisé dans la lutte pour les revendications immédiates et un corps de spécialistes de la politique entretient, au sein de la classe ouvrière, une division que les masses, dans leur mouvement spontané, tentent de surmonter en recherchant l'unité à la base et dans l'action en dehors de toute discrimination, syndicale ou politique, en refusant de dissocier les revendications sociales des revendications politiques. Le dicton « Diviser pour régner » s'applique aux citoyens de la cité bourgeoise manipulés par les politiciens comme aux prolétaires sans cité et sans patrie, manipulés par les états-majors des bureaucraties ouvrières.

Il est clair que, quelle que puisse être à l'avenir la nature des luttes ouvrières, leur succès dépend en premier lieu de la destruction de ces organisations : minorités au sein de la classe ouvrière, elles sont devenues l'*ennemi de classe* de l'ensemble du prolétariat au même titre que la bourgeoisie qui, consciente de sa faiblesse et de leur importance, accepterait, pour préserver ses intérêts essentiels, de partager avec elles la gestion de l'économie nationale. Ce sont ces appareils qui ont prêté spontanément leur appui au pouvoir gaulliste débordé pour repousser les étudiants dans les ghettos universitaires et enfermer les ouvriers dans les usines, à l'abri du monde extérieur. Ce sont eux qui ont tout fait pour ramener la grève à des dimensions purement revendicatives, qui ont libéré les patrons retenus en otage, renforcé la légitimité d'un pouvoir ébranlé en acceptant de discuter avec lui et de se plier à la mascarade électorale décidée par de Gaulle et ses laquais. C'est à seule fin de mener à bien sa campagne électorale que de Gaulle a décerné au P.C.F. ce brevet de révolutionnaire dont il s'enorgueillit ; mais il a tant à gagner de ses simulacres oppositionnels qu'il s'est bien gardé de porter atteinte à ses privilèges, alors qu'il n'a pas hésité à dissoudre les groupes qui l'attaquaient.

## **Le parti révolutionnaire.**

L'ampleur des luttes a révélé la perfection et la souplesse des syndicats capables de reprendre momentanément à leur compte les revendications les plus radicales des masses pour conserver la direction du mouvement, capables au besoin de se livrer avec les partis ouvriers à une surenchère démagogique destinée à contrebalancer l'influence des minorités d'extrême-gauche ; on devine ainsi sur quelles bases utopiques et opportunistes repose l'appel à la création d'un parti authentiquement révolutionnaire. Que peut-il proposer que syndicats et partis ne puissent proposer à leur tour, quitte à ne pas tenir par la suite ? Quel rôle peut-il prétendre jouer en l'absence de conscience révolutionnaire du prolétariat ? Quelle influence pourrait-il exercer dans l'hypothèse d'une telle prise de conscience ? Sur le terrain des revendications immédiates, aucune force ne peut vaincre les bureaucraties ouvrières parfaitement adaptées à leurs fonctions et disposant de moyens d'action éprouvés ; et les conditions dans lesquelles la lutte quotidienne se déroule entraînent inévitablement la bureaucratisation de toutes les organisations. En revanche, dans une situation de crise révolutionnaire, les conditions qui permettent à la classe ouvrière de prendre en main ses destinées sont données du même coup et les erreurs qu'elle peut alors commettre, dans la mesure où elles ne remettent pas en cause son autonomie et sa liberté d'action, sont infiniment moins dangereuses que l'obéissance aux mots d'ordre « révolutionnaires » d'un parti chargé de la guider. On peut certes objecter que ce nouveau parti révolutionnaire n'aura d'autre rôle qu'éducatif, qu'il devra se borner à dégager des objectifs et à apporter des « éléments de réflexion » dont la classe ouvrière pourra avoir besoin. Mais dans ce cas, en quoi se différenciera-t-il des noyaux révolutionnaires qui se créent spontanément dans la lutte et qui, spontanément, font un travail de propagande révolutionnaire et coordonnent leurs efforts quand ils en ressentent la nécessité ? Si sa fonction consiste à regrouper les militants révolutionnaires sans que les conditions d'une action révolutionnaire existent sur les lieux de travail, il se heurtera aux mêmes obstacles que ses prédécesseurs et subira le même processus de bureaucratisation. Aucun parti révolutionnaire ne peut se développer dans le cadre de ce système au point de devenir assez puissant pour briser le front uni des organisations ouvrières (syndicats et partis socialistes et communistes) et déterminer la prise de conscience de plusieurs millions de travailleurs ; et quand les travailleurs prennent d'eux-mêmes conscience de leur exploitation, l'action d'un tel parti devient nuisible et ne peut que paralyser le mouvement. La destruction des bureaucraties ouvrières ne peut venir que de l'action généralisée de la classe ouvrière organisée spontanément sur les lieux de travail. Le mot d'ordre de création d'un nouveau parti révolutionnaire se substituant aux organisations sclérosées répond en fait au vœu des bureaucrates toujours désireux de poser les problèmes de lutte et d'émancipation en termes de parti, car dans le domaine de la phraséologie révolutionnaire, ils ne craignent aucun concurrent. Ce mot d'ordre constitue donc un puissant facteur de démoralisation au sein d'une classe ouvrière sollicitée par nombre de groupes rivaux, tous se prétendant détenteurs de la vérité révolutionnaire.

## **Etudiants et minorités révolutionnaires.**

Destinés à devenir les idéologues de la société capitaliste, sinon ses chiens de garde, mais n'ayant pas encore subi les contraintes insurmontables d'un milieu social privilégié, futurs dépositaires de la culture bourgeoise et de ses servitudes stérilisantes, mais assez jeunes encore pour ressentir ses insuffisances et esquisser sa critique avant qu'il ne soit trop tard, les étudiants ont montré que dans une certaine conjoncture sociale leur révolte était susceptible d'éveiller un écho profond dans le monde du travail. Paradoxalement, leur geste a été plus loin que leurs paroles et c'est leur explosion de violence plus que leurs mots d'ordre et leur propagande qui a permis à la classe ouvrière de briser le carcan de la routine syndicale, Mais rien de plus mystificateur que d'attribuer, à la suite de la littérature publicitaire de Mai, une « valeur révolutionnaire » spécifique au mouvement étudiant. De même que l'ensemble des travailleurs n'a pas lutté pour des objectifs politiques, ce qui explique la relative facilité avec laquelle le P.C.F. et la C.G.T. ont manipulé le mouvement, lançant puis retirant impunément le mot d'ordre de « gouvernement populaire », de même, seule une minorité parmi les étudiants a pris conscience de la fonction répressive de l'« Université bourgeoise » et de la nécessité de supprimer l'esclavage salarial. L'explosion de Mai n'a fait que mettre en lumière l'activité des groupes castristes, trotskistes et maoïstes, canalisant à des fins partisans la protestation contre la guerre du Vietnam. Leur influence a été arbitrairement étendue à l'ensemble du mouvement par une presse à la recherche de responsables, sinon de boucs émissaires, mais rien n'indique la présence, parmi la masse des étudiants, d'une critique révolutionnaire consciente comparable à celle que chacun s'efforce de découvrir aujourd'hui ; la violence, si salutaire et libératrice soit-elle dans certains cas, ne saurait suppléer à la réflexion qu'implique une prise de conscience révolutionnaire. La contestation portait sur la modernisation de l'Université ; seule une minorité visait, au-delà de cette réforme des structures parfaitement compatible avec la survie du régime capitaliste, à la destruction de ce régime et de l'Etat et à la fin de la division entre travail intellectuel et travail manuel ; partant, elle réclamait non une solidarité étudiants-travailleurs de pure forme, mais l'abolition d'une distinction qui est la marque même de l'aliénation de l'homme moderne : ni étudiants, ni travailleurs, mais une société où tous « produiront » et où tous les producteurs auront accès à la culture qui aura cessé d'être le privilège d'une caste d'idéologues et ne fera plus qu'un avec la vie réelle et immédiate de tous les individus. « Nous voulons supprimer la séparation entre travail d'exécution, travail de réflexion et d'organisation » déclarera le Mouvement du 22 Mars dont on ne saurait trop souligner l'influence positive sur le déroulement de la révolte étudiante : loin de chercher à l'utiliser à ses propres fins et à la faire entrer dans un cadre préétabli, il a mis l'accent sur le potentiel révolutionnaire latent au sein des masses, sur cette « spontanéité révolutionnaire » que combattent à la fois les théoriciens marxistes et les idéologues du pouvoir, s'attaquant ainsi aux fondements mêmes du socialisme de parti. Quant aux autres groupes révolutionnaires, s'inspirant de la réflexion aberrante qui ouvre le programme de transition – « la situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat » - ils se sont disputés la direction d'un mouvement qui échappait à leur contrôle et frappait de dérision leurs savantes analyses. Ainsi, « les marxistes-Léninistes sont aujourd'hui les seuls à résister au courant social-démocrate et révisionniste... »<sup>32</sup> ; ainsi, la création de la J.C.R. « est une étape importante pour la construction d'un parti révolutionnaire. Fidèle à l'enseignement de Marx, Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotski, les militants de la J.C.R. » luttent « pour organiser la jeunesse, aider à la construction d'un parti révolutionnaire » et ses militants « s'efforcent de prendre dans la jeunesse la tête des luttes »<sup>33</sup>. Quant à la F.E.R., « après avoir par son mot d'ordre "500000 travailleurs au quartier Latin" imposé cette manifestation du 13 mai », elle « revendique la direction politique du mouvement de masse des étudiants »<sup>34</sup> et s'attaque aux « petits bourgeois du "Mouvement du 22 Mars" » coupables d'inciter « les étudiants à dépaver les rues » et de s'en prendre aux « défenseurs conséquents de l'U.N.E.F., aux militants de la F.E.R. » dont la ligne « était la seule qui correspondit aux

intérêts généraux du mouvement »<sup>35</sup>. Le Parti communiste international, lui, voue aux gémonies « tous les faux révolutionnaires, des pro-chinois aux anarchistes en passant par les trotskistes et les étudiants » et leur « oppose la véritable position communiste »<sup>36</sup>. Il est rejoint dans ce concert par Sauvageot qui, au nom de l'U.N.E.F., moribonde avant les événements et constamment prise en remorque, ne craint pas de déclarer : « Nous n'avons pas vu l'ampleur du mouvement *que nous avions déclenché* »<sup>37</sup>. Il serait évidemment vain de réunir les aberrations théoriques ou verbales de tous ces groupes qui prétendent détenir la conscience d'un mouvement qu'aucun d'entre eux ne cherche à comprendre et à féconder et qui, s'il doit renaître et s'amplifier, devra passer sur eux pour s'affirmer ; mais il n'est pas inutile de se demander quelle réaction peut faire naître dans l'esprit d'un lecteur non initié une telle littérature où les affirmations gratuites et les imprécations contre la « trahison des appareils et de leurs chefs » tiennent lieu d'effort de réflexion.

La plupart de ces groupes ont beau rejeter ce que tel auteur communiste appelle le marxisme stalinien, ils restent staliniens malgré qu'ils en aient car le stalinisme est le stigmate indélébile de tout marxiste qui reconnaît au Parti un rôle dirigeant dans le processus révolutionnaire et découvre une « base socialiste » à l'U.R.S.S. ; et ce, pour la simple raison que si socialisme il y a c'est grâce au régime stalinien et au « droit d'aïnesse » (Trotski) du Parti totalitaire. En termes brutaux, que nous empruntons à l'argot marxiste en vogue, nous dirons que ces groupes sont « objectivement » staliniens dans la mesure où, malgré leur opposition à la politique post-stalinienne, ils s'accrochent obstinément, désespérément, au mythe des « fondements socialistes » de la révolution d'Octobre et prennent pour modèle la politique du parti bolchévik. Les maoïstes sont plus conséquents qui assument la quasi-totalité de l'héritage stalinien.

De même que la classe ouvrière s'émancipe en refusant d'obéir aux directives « révolutionnaires » des organisations ouvrières et des sectes d'extrême-gauche, de même les étudiants, pour prendre conscience du rôle que la caste intellectuelle -conformiste ou non conformiste - occupe dans la société, doivent se libérer de l'emprise idéologique des théoriciens et des artistes qui, depuis toujours, décorent les salons de la bourgeoisie de leurs produits culturels « révolutionnaires ». Les étudiants sont les clients et les victimes par excellence de leur entreprise mystificatrice. Il est symptomatique de voir qu'une partie considérable de cette intelligentsia est composée d'ex-militants staliniens et des nostalgiques de la Résistance reconvertis aux idéologies marxistes à la mode et que tous sont défenseurs d'une organisation médiatrice, fût-elle encore à construire. A cet égard, l'identité de fonction entre ces idéologues et les permanents des bureaucraties ouvrières est flagrante : aucun d'eux ne peut concevoir d'« organisation » et de lutte révolutionnaire sinon dans le cadre d'un parti ou d'un syndicat. Si les militants révolutionnaires ont un rôle à jouer en dehors de leur participation individuelle aux mouvements révolutionnaires, c'est en s'opposant à l'influence mystificatrice de cette intelligentsia ; une fois de plus, la preuve a été donnée de l'énergie qui anime la classe ouvrière ; la nécessité et la possibilité de la révolution, la recherche des moyens pratiques de la réaliser sont de nouveau à l'ordre du jour. Que le mouvement se soit arrêté à mi-chemin n'implique pas pour autant qu'un parti révolutionnaire aurait réussi à le porter au-delà. En revanche, la faillite de toutes les sectes d'extrême-gauche, soucieuses avant toute chose de trouver une audience et des adhérents, a posé le problème de la fonction du parti « révolutionnaire » dans un tel mouvement. Impuissant pendant les périodes de « paix sociale », débordé au moment des crises par la soudaineté et l'ampleur du mouvement, inutile quand les masses s'éduquent elles-mêmes dans et par l'action, un tel parti ne peut jouer un rôle efficace que dans des périodes de « reflux », mais il est alors l'inévitable produit de l'affaïssement général du mouvement et de l'affaiblissement de la volonté combative des masses. Jamais, à ce jour, les partis organisés, légaux ou clandestins, n'ont été à l'origine des explosions révolutionnaires ; elles se sont toutes produites à leur surprise et leur rôle s'est réduit à les utiliser en fonction de leurs propres perspectives théoriques, fussent-elles en contradiction avec la dynamique de la lutte.

## Conscience ouvrière et groupes de discussion.

Que tout ait paru un instant possible ne doit pas nous faire oublier ce qui était réalisable à un moment donné. Aussi, appeler à la remise en marche, au profit des grévistes, de certains secteurs de la vie publique relève de l'opportunisme ou de l'utopie pure et simple pour autant que l'Etat et sa police restent en place, pour autant que les syndicats et les partis continuent d'exercer leur contrôle sur le déroulement du conflit. Or, à aucun moment de la lutte, la contestation ouvrière globale n'a porté sur l'Etat ; à aucun moment, le problème de la représentativité de la C.G.T. et des autres organisations ouvrières n'a été soulevé par l'ensemble des travailleurs. Le mouvement conscient s'est déroulé sur un plan purement revendicatif et, sur ce plan, la C.G.T. *ne pouvait pas être débordée*. Que les ouvriers aient refusé la reprise du travail sur la base des accords de Grenelle n'implique aucunement qu'ils aient été fondamentalement opposés à la politique des centrales syndicales. Dès lors qu'ils acceptaient le principe d'un tel marchandage, l'encadrement syndical était pleinement justifié, la puissance des organisations syndicales traduisant l'impuissance de la classe ouvrière à créer ses propres organisations de combat. Dans les pays occidentaux, les syndicats tirent une partie de leur puissance du réformisme spontané des masses et de leur incapacité de concevoir un ordre social différent. Ils reflètent pour le moins autant qu'ils renforcent cet état d'esprit ; c'est en son nom qu'ils peuvent étouffer les aspirations les plus radicales qui se font jour chez tous les travailleurs quand la situation sociale leur permet d'entrevoir la possibilité d'une action concertée. C'est en mettant l'accent sur les revendications réformistes parfaitement légitimes des travailleurs qu'ils peuvent rejeter au second plan cette volonté confuse de transformation. Le programme réformiste contient des mots d'ordre clairs, précis, et peut se prévaloir des améliorations substantielles immédiates obtenues par le passé. Certes, son application n'a jamais réussi à prévenir les crises, les guerres et la démente d'une course aux armements qui menace aujourd'hui la survie matérielle de l'espèce ; elle n'a pas transformé fondamentalement la condition ouvrière et les conquêtes sociales se sont accompagnées d'une régression de la conscience de classe qui a permis à l'idéologie du capitalisme d'Etat de s'imposer au nom du socialisme. Mais la lutte révolutionnaire pour le socialisme s'est elle aussi toujours terminée par des échecs et rien ne peut garantir son succès. En passant sous silence le « prix » du réformisme, les « réalistes » peuvent qualifier la révolution d'« aventure » non sans raisons et il est certain que leurs critiques répondent à une inquiétude réelle des travailleurs et ne peuvent manquer d'éveiller chez eux de profonds échos. Aussi ne suffira-t-il pas que les « révolutionnaires » chassent les chefs syndicaux des usines pour que la classe ouvrière reprenne, comme par enchantement, la lutte pour le socialisme ; mais qu'elle accède à une conscience suffisamment claire de sa propre puissance pour se passer à la fois des révolutionnaires professionnels et des bureaucrates « ouvriers » et les syndicats perdront alors automatiquement leur raison d'être et la base même de leur pouvoir. Les antisindicalistes n'attaquent qu'une partie du mal quand ils rejettent tout le « mal » sur les syndicats et s'arrêtent à leur fonction économique sans analyser le fondement psychosocial de leur pouvoir. Ainsi, au plus fort de la crise, la C.G.T. et le P.C. ont su tirer profit de l'état d'esprit réformiste des masses, mais ce n'est pas leur action durant cette crise qui a créé cet état ; si une volonté révolutionnaire avait animé les grévistes, seule une épreuve de force aurait pu trancher leur conflit avec l'Etat et le patronat. Sous-produit des théories pseudo-dialectiques sur la révolution trahie et le rôle providentiel des directions révolutionnaires, la critique unilatérale des syndicats laisse dans l'ombre un aspect essentiel du problème. C'est parce que les ouvriers en grève ne luttaient pas pour des objectifs politiques précis que le P.C.F. et la C.G.T. ont impunément manipulé le slogan de « gouvernement populaire » et les artifices électoraux et que la C.F.D.T. a pu s'accommoder du mot d'ordre d'autogestion et entretenir ainsi la confusion. L'état d'esprit des travailleurs ne se prêtait ni à une critique révolutionnaire des institutions bourgeoises, ni à un conflit de classe plus radical. En dépit d'exemples isolés, l'autorité patronale n'a pas été remise en question et la structure même de l'entreprise capitaliste n'a pas été directement contestée. Le vide créé par la paralysie économique et la vacance du gouvernement a, dans de

très rares cas, obligé syndicats et grévistes à faire fonctionner les circuits locaux de distribution. Encore ne s'agissait-il pas d'expérimenter un nouveau système de distribution, mais de remplir une tâche de nécessité vitale et d'adopter une mesure de conservation élémentaire. La remise en marche de l'économie sur une base nouvelle est inséparable de l'acte révolutionnaire ; elle réclame non seulement la destruction de tout l'appareil coercitif mis en place par la bourgeoisie, mais la transformation de toute une partie de la structure industrielle de la société. Peut-on concevoir l'autogestion d'entreprises typiquement capitalistes, des banques et des assurances par exemple, sinon comme la rationalisation par les travailleurs de leur propre exploitation ? Que signifie la gestion des entreprises par les travailleurs, que signifie le pouvoir des étudiants, des ouvriers et des paysans, si l'Etat - populaire, gaulliste ou fasciste - continue, à l'aide de ses institutions coercitives et de son appareil administratif, à contrôler l'activité économique et sociale du pays et à disposer avec les délégués syndicaux du sort de la classe ouvrière ? L'occupation des lieux de travail et la remise en marche de certains secteurs de l'économie nationale ne peuvent avoir de signification révolutionnaire que si elles prennent le sens de l'appropriation des instruments de production par les travailleurs et s'accompagnent de la destruction de l'appareil d'Etat et des centres vitaux de l'économie capitaliste. On ne peut gérer avant d'avoir transformé, on ne peut transformer avant d'avoir brisé tous les obstacles qui s'opposent à cette transformation. C'est dire que l'autogestion est incompatible avec l'extension des libertés syndicales au sein de l'entreprise capitaliste puisqu'elle présuppose l'abolition de ce mode d'exploitation. Si le mouvement de Mai ne s'est pas attaqué à cette tâche, il n'en a pas moins traduit un malaise et une inquiétude qui n'étaient pas uniquement motivés par des questions de salaires. Les conditions de travail, le statut de la classe ouvrière dans l'entreprise moderne et l'angoisse quant à l'avenir du système capitaliste ont été, pour une très large part, à l'origine de la révolte de la jeunesse ouvrière. Dans l'action, certains problèmes de gestion ont été soulevés et parfois discutés et les jeunes travailleurs ont fait l'expérience de la collusion Etat-patronat-syndicats, réunissant ainsi pour la première fois les conditions d'une prise de conscience générale à un niveau supérieur. Mais si leur mécontentement et leur méfiance à l'égard de la politique syndicale peuvent servir de ferment révolutionnaire et préparer le terrain pour une action autonome de tous les exploités, c'est un fait que, dans l'immédiat, le manque de perspectives révolutionnaires et la difficulté de concevoir le fonctionnement d'une société différente ont pesé sur leur mouvement d'un poids plus lourd que celui de la C.G.T. C'est en entretenant la méfiance que les travailleurs nourrissent envers des solutions révolutionnaires que la C.G.T. a réussi à mettre sous le boisseau toutes les revendications dangereuses pour le patronat (le sort réservé à l'échelle mobile des salaires est significatif). Aussi l'activité des groupes révolutionnaires de discussion peut-elle avoir une importance non négligeable pour l'avenir du mouvement ouvrier. Dans de tels groupes, ouvriers et intellectuels élaboreront librement les éléments pour une action future sans avoir à s'intégrer à un appareil qui les séparerait de leur classe et de leurs camarades de travail, sans avoir à justifier d'un accord préalable sur l'inévitable programme minimal, résultat d'une analyse historique qui, pour la majorité, reste à faire, et que chacun doit mener à bien en toute indépendance d'esprit. Cette recherche fait corps avec l'action ; c'est dans l'action que ces groupes doivent élaborer, discuter, étudier des idées sociales qui, à leur tour, seront discutées, rejetées ou assimilées par les masses, cette discussion étant la forme la plus efficace d'auto-éducation. Aucune exclusive, aucun programme minimal dont les directives préjugent toujours des formes d'action à venir et tiennent pour résolues les questions en suspens ne peut limiter l'appartenance au groupe et les sujets débattus. Il va de soi qu'une telle liberté de discussion et de recherche en dehors des partis, des syndicats et des chapelles révolutionnaires est propre à décourager la présence de tous ceux pour qui l'action autonome du prolétariat et son auto-émancipation ne sont que des clauses de style dont on se débarrasse par l'invocation rituelle de la dictature du prolétariat et la vénération des soviets et des conseils que l'on ne distingue pas du socialisme de parti.

C'est en fonction de ce que nous sommes, c'est en fonction de ce que nous voulons, c'est en fonction de ce que nous espérons que nous devons trouver, avec ceux qui partagent notre



existence et, de ce fait, comprennent nos exigences et nos besoins, les moyens de réaliser notre libération. Le mouvement actuel était-il impuissant au point que « nos » représentants n'aient réussi à arracher au patronat et au gouvernement que des « os à ronger » ? Avons-nous fait grève pour de nouvelles élections ? Pour une alliance entre Mollet, Mitterrand et Waldeck Rochet ? Ou espérons-nous de cette grève un changement plus profond qu'un remaniement ministériel et des élections qui ne nous apporteront rien mais fourniront au gouvernement une base légale pour la répression ?<sup>38</sup> De Gaulle ou Mitterrand, Mendès ou Pompidou, qu'est-ce qui sera changé à la condition ouvrière ? Libérés grâce à l'intervention de la C.G.T., les patrons sont restés maîtres de nos lieux de travail et disposent de nouveau de notre travail et de notre vie, tandis que les délégués syndicaux continuent à discuter avec eux de l'aménagement de notre condition d'esclaves. Est-ce que l'occasion n'était pas venue d'exiger autre chose ? Les étudiants n'ont-ils pas montré qu'une autre forme d'action pouvait être efficace ? Trente mille étudiants ont réussi à faire reculer le pouvoir ; plusieurs millions de travailleurs lucides auraient peut-être réussi à ébranler le fondement du système d'exploitation et à sortir victorieux du cercle infernal. Il n'existe aucun mot d'ordre ni aucune recette susceptible de garantir à l'avenir le succès de nos luttes ; c'est en nous et en nous seuls que nous devons rechercher la solution des problèmes que pose notre combat. Toute délégation de pouvoirs à des permanents d'un parti, d'un syndicat ou d'un groupe révolutionnaire chargés de décider pour nous de la politique à suivre et des moyens de lutter est un aveu de notre faiblesse et de notre incapacité de prendre nous-mêmes en main notre combat. Nous devons élire sur les lieux de travail et en dehors de toute discrimination politique et syndicale des représentants révocables à chaque instant et responsables uniquement devant *l'ensemble* des travailleurs organisés en comités de grève, voire en conseils. Mais si notre contrôle ne s'exerce pas d'une manière permanente sur ceux que nous aurons investis d'une tâche à accomplir en notre nom, si chacun de nous ne sent pas sa responsabilité personnelle et ne la traduit pas dans l'action, soyons sûrs que, quelle que soit la forme de l'organisation que nous aurons créée, elle bafouera nos aspirations profondes et prendra la succession des syndicats et des partis, dût-elle s'appeler conseil ou soviet.

## Le socialisme des conseils

C'est parce que les ouvriers dans leur ensemble ne sont pas maîtres de leurs moyens de production et sont impuissants à décider eux-mêmes du contenu de leur travail et de leur existence, que les délégués syndicaux détiennent une partie du pouvoir qui échappe au travailleur ; c'est parce que la classe ouvrière ne peut pas se défendre en permanence elle-même que certains travailleurs sont investis d'un pouvoir qui, souvent en dépit de leurs intentions, donne naissance à la bureaucratie syndicale. Le dévouement et l'honnêteté d'une grande partie de ces militants peuvent faire apparaître la position de leurs chefs comme une trahison mais, en fait, cette trahison résulte du rapport fondamental qui s'établit, au sein de l'entreprise, entre les travailleurs victimes de conditions de travail insupportables et ceux dont la tâche consiste à discuter avec le patronat de l'amélioration de ces conditions de travail, dans une branche particulière de la production.

Que le mécanisme même de la production répartisse sur chacun la puissance sociale concentrée actuellement entre les mains de la bourgeoisie et des représentants de la classe ouvrière, et la trahison ou l'incapacité d'un individu sera tout aussi impuissante à modifier cet état de fait que ne le sont, à l'heure actuelle, les meilleures intentions des militants de base à mettre fin à la « trahison » des maîtres de leur propre appareil.

Cette organisation de la production, nous l'appelons socialisme de conseils, sans nous abuser sur la valeur du nom lui-même puisque le terme « conseils » a déjà subi le sort de tous les autres mots dont se compose le langage du socialisme. Aussi, associer « conseils » à « socialisme » - alors qu'on accepte d'appeler « socialistes » des régimes où l'Etat est plus oppresseur que dans les pays où le capital est maître - risquerait d'ajouter à la confusion si notre but n'était de nature à écarter toute équivoque ; nous luttons pour réaliser une société de producteurs et de créateurs librement associés en conseils ouvriers en vue de remplir en commun les tâches matérielles nécessaires à la vie en société et de permettre à chacun l'épanouissement spirituel *dans une totale liberté intérieure*. Car le conseil ouvrier a, sur les organisations traditionnelles, l'avantage d'être, *par nature*, individualisé et individualisable. Il est un microcosme social dont les éléments se connaissent et se côtoient. Il s'oppose à l'esprit de masse et à l'esprit de chef, qui sont les deux formes destructrices de la spontanéité ouvrière.

On se méprend totalement sur la nature de la spontanéité si on la confond avec une activité livrée aux hasards des circonstances, faite de réactions à des stimulants extérieurs, sans vie propre, sans esprit d'invention et de création. C'est le contraire : la spontanéité - telle que nous l'entendons et telle qu'elle est apparue à certains moments de l'histoire du mouvement ouvrier - signifie à la fois invention et activité créatrice. L'homme est par nature un animal qui invente et qui s'invente. La création spirituelle lui est aussi naturelle que l'exercice de ses facultés physiques. Quand nous disons spontanéité, nous disons volonté de création dans l'autonomie individuelle et dans la communauté acceptée. On n'imagine pas un conseil ouvrier créé sur commande, constitué par diktat, par la grâce d'une autorité placée au-dessus des groupes. Que des Etats « créent » de nos jours des « conseils », que des « penseurs » et des « marxistes » s'extasient devant ces créations, après s'être prosternés devant le « Parti » et son « chef », n'a rien d'étonnant : le culte des idoles est le besoin permanent de leur âme, quel qu'en soit l'objet. Mais derrière ces institutions « marxistes », nous pouvons constater la permanence d'un rapport fondamental qui est celui de l'asservissement de l'homme par l'homme, rapport qui a pour corollaire l'asservissement de l'homme par ses propres institutions et inventions techniques et scientifiques et l'intervention, dans les pays du monde dit libre comme dans ceux du monde dit socialiste, de l'Etat et de ses appareils coercitifs : l'armée et la police.

Jusqu'à présent, la stratégie du mouvement ouvrier organisé a été déterminée par une vision de l'évolution historique qui assignait à la classe ouvrière une ou une mission et rejetait toujours à l'avenir son émancipation. A tel ou tel stade de son développement, l'Histoire, érigée en sujet

métaphysique, commandait au prolétariat, hier de se mettre au service de la bourgeoisie pour la conquête de la démocratie, l'unification nationale ou la lutte contre le fascisme, aujourd'hui de soutenir la bureaucratie des pays sous-développés au nom de l'industrialisation, de la lutte contre l'impérialisme des Etats-Unis ou des intérêts momentanés du camp dit socialiste. La situation sociale actuelle rend de plus en plus hasardeuses et l'évaluation des progrès qu'apporte un régime d'exploitation par rapport à un autre et les prévisions pseudo-scientifiques sur la nature des conditions matérielles du socialisme. Seul importe, en fin de compte, le statut humain qui résulte, pour la classe ouvrière et les paysans, de l'instauration de systèmes d'exploitation dits progressifs en regard du capitalisme occidental. Nous renonçons par conséquent à toute spéculation sur les chances de l'industrialisation prolétarisatrice pour faire du renversement du capital et de l'Etat, de tout Etat, le seul impératif de notre action.

Certes, nous pouvons admettre la perspective universelle de l'industrialisation et donc d'une prolétarianisation à l'échelle mondiale. Elle nous paraît probable ; mais nous ne sommes pas certains que ce soit la seule voie pour une révolution socialiste, l'expression d'une « nécessité historique » devant laquelle il ne reste plus à l'homme qu'à plier le genou. Nous ne pouvons ni ne voulons séparer le fait de l'industrialisation d'autres faits, « historiques » au même titre que le premier ; les guerres mondiales, défaites mondiales des prolétariats de tous les pays industriellement avancés, le nazisme, le capitalisme d'Etat russe, la croisade algérienne, le Vietnam, etc. sont autant d'exemples qui nous permettent de constater d'une manière empirique que les progrès de l'industrie et de l'art de la guerre se sont accompagnés jusqu'ici d'une régression toujours plus marquée de la *conscience révolutionnaire* chez les travailleurs enchaînés au capital et à son industrie et rien ne nous assure qu'il en sera différemment à l'avenir. L'industrialisation et la prolétarianisation du monde sous-développé ne sont nécessités historiques que pour la bourgeoisie ou la bureaucratie d'Etat ; en revanche, pour le prolétariat, seule la révolution est une nécessité historique, s'il l'éprouve comme telle ; et elle suppose une critique préalable de l'industrialisation et des formes de contrainte qui rendent les exploités complices de leurs exploités. Nous renversons les données du problème : révolution *d'abord*, industrialisation ensuite, du moins si elle est encore nécessaire. Et cette révolution, pour ne pas donner naissance à un nouveau système d'exploitation, doit être caractérisée par une double tendance :

- elle doit être la forme de lutte des travailleurs eux-mêmes, résolus à prendre en main leur propre sort en refusant de déléguer leur pouvoir à des avant-gardes quelles qu'elles soient ;
- elle doit contenir les germes de l'organisation des producteurs susceptible de remplacer les organisations politiques et économiques actuelles qui reposent sur la violence et l'exploitation.

Les tentatives révolutionnaires du passé servent de fondement à toute action révolutionnaire, mais ces exemples, souvent glorifiés en tant que défaites « historiquement nécessaires », ne démontrent pas l'inévitabilité de la victoire finale ; ils sont plus simplement des exemples à suivre en toutes circonstances et en tous lieux. En un mot, l'acte révolutionnaire s'impose aujourd'hui en permanence et possède le même sens partout. Pour parler concrètement, il faut avant tout que les exploités prennent individuellement conscience de leur condition spécifique qui, *pratiquement*, les rend complices du système d'oppression dont ils sont victimes et, *virtuellement*, les rend maîtres des conditions matérielles qui sont à la base de tout le système social. Acte intellectuel et individuel, cette prise de conscience sera le début d'une action révolutionnaire et sociale si elle se fait communication et discussion avec autrui, à l'échelle d'un groupe numériquement restreint permettant une participation directe à l'échange d'opinions et de connaissances. Les mouvements révolutionnaires du passé sont riches en exemples de groupements par communauté d'intérêts et affinité d'esprit et de volonté. Plus proches de nous, des tentatives de groupements isolés et sporadiques, mais atteignant parfois un niveau élevé de concentration et d'organisation, ont marqué le début d'un renouveau du mouvement ouvrier s'écartant des chemins battus et des formes de lutte institutionnalisées et routinières. Bien que

[www.plusloin.org](http://www.plusloin.org) -Conseils ouvriers et utopie socialiste- scannage et corrections Gaël C.

le nom sous lequel ce mouvement est entré en scène évoque des phénomènes de nature très disparate, il peut servir de ralliement à tous ceux qui voient dans l'auto-émancipation des travailleurs la seule voie de salut pour une humanité qui semble s'acheminer vers un suicide collectif. Ce nom, il s'agit non pas d'en faire un drapeau ou la panacée sociale, mais de l'adopter comme le signe d'une entente sur un certain nombre de principes qu'il s'agira de définir pour servir en quelque sorte de charte commune d'un futur mouvement international des conseils ouvriers.

De toutes les créations du mouvement ouvrier qui constituent encore notre raison d'espérer, le socialisme ou communisme des conseils nous semble le plus fidèle à l'esprit de cet idéal d'auto-émancipation.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ou ne sera pas.

Juin-septembre 1968.